

26 JUILLET 2023

Formation finance durable

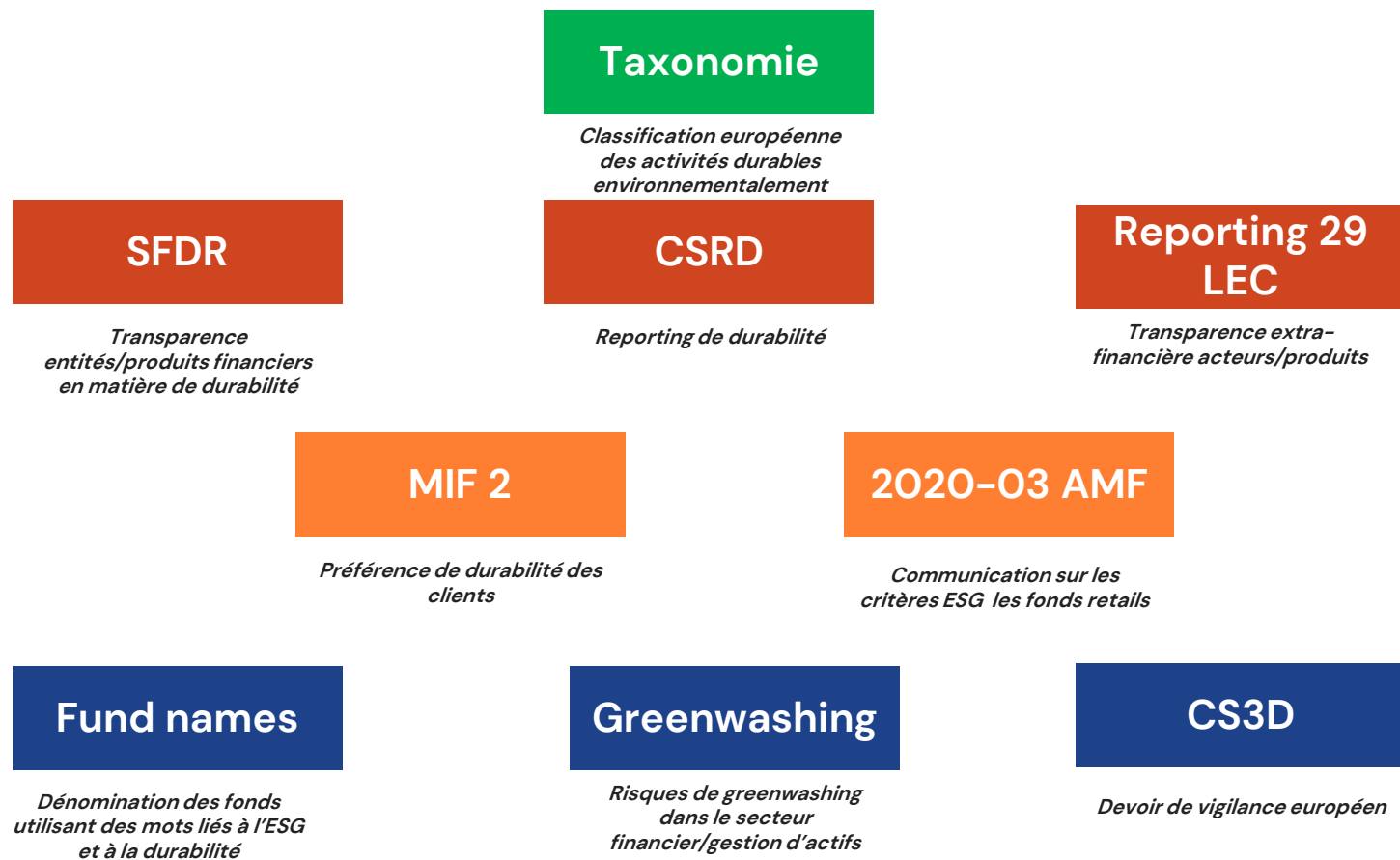
Sommaire

1. SFDR
2. Taxonomie
3. CSRD
4. Reporting 29 LEC
5. Position AMF 2020-03
6. MIF2 – préférences de durabilité des clients
7. ESMA – fund names ESG/sustainability
8. Greenwashing secteur financier
9. CS3D



Finance durable

Réglementation finance durable – Panorama



Mais aussi :

- Règlement Benchmark
- Règlement sur les obligations vertes
- Agences de notation ESG...

Finance durable – Panorama et points clés

Résumé de l'impact des textes de la finance durable sur les acteurs du capital-investissement

| Réglementation | DPEF | SGP | FIA | Gestion sous mandat | Conseil en investissement | Autres services d'investissement | Impact sur les SGP de capital-investissement |
|--|------|-----|-----|---------------------|---------------------------|----------------------------------|--|
| SFDR | | X | X | X | X | | Fort |
| Taxonomie | X | X | X | X | X | | Fort |
| NFRD (jusqu'au reporting 2024 inclus)* | X | | | | | | Si pas de DPEF, Faible Si DPEF, fort |
| CSRD (à partir du reporting 2025)* | x | | | | | | Si pas de rapport de durabilité, Faible Si rapport de durabilité, fort ** |
| CS3D (date d'application inconnue) | X | | | | | | L'impact sur les SGP de capital-investissement dépendra du contenu de la version finale de la directive. |
| Loi Energie & Climat | X | X | X | X | X | | Fort |
| Position AMF 2020-03 | | | X | | | | Fort si fonds retail N/A pour les autres |
| AIFM | | X | X | | | | Fort |
| MiFID 2 | | X | | X | X | X | Modéré |

* La CSRD viendra remplacer la NFRD à partir du reporting 2025 sur l'année comptable 2024 pour toutes les entreprises qui y étaient déjà soumises. La CSRD s'appliquera ensuite de manière progressive aux autres entreprises concernées pour couvrir près de 50 000 entreprises en Europe (contre seulement 11 000 avec la NFRD).

** Les SAS devant très probablement être incluses lors de la transposition en droit français de la CSRD, nombreuses seront les SGP concernées par les obligations du texte, au niveau SGP et au niveau des cibles d'investissement des FIA.



1. SFDR



SFDR – Depuis le 10/03/21 : publication sur internet par les SGP d'informations liées à la durabilité

Politique relative à l'intégration des risques de durabilité

- La SGP doit publier des informations concernant sa politique relative à l'intégration des risques en matière de durabilité dans son processus de prise de décision en matière d'investissement

➤ *Pas de comply or explain*

Politique de rémunération et intégration des risques de durabilité

- Dans sa politique de rémunération, la SGP doit inclure des informations sur la manière dont sa politique est adaptée à l'intégration des risques en matière de durabilité

➤ *Pas de comply or explain*

Déclaration sur les principales incidences négatives (PAI) des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité

- Déclaration de la SGP sur les politiques de diligence raisonnable en ce qui concerne les principales incidences négatives de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité en fonction de sa taille, de sa nature et de l'étendue de ses activités et de la typologie de ses produits financiers

➤ *Comply (SGP > 500 salariés) or explain (SGP < 500 salariés) possible*

Glossaire

Risque de durabilité : un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement

Facteurs de durabilité (ie: « facteurs ESG »): des questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption

Principales incidences négatives (PAI): les incidences négatives en matière de durabilité correspondent aux impacts négatifs des décisions d'investissement d'un point de vue environnemental, social ou de bonne gouvernance. Elles figurent en annexe 1 du Règlement délégué SFDR « modèle de déclaration des PAI sur la durabilité » et tableau 1 « Déclaration relative aux PAI des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité »

Pour les SGP de capital-investissement : prendre les 14 indicateurs obligatoires applicables aux investissements réalisés dans des entreprises + à minima 1 indicateur environnemental optionnel + à minima 1 indicateur social optionnel

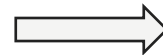
SFDR – Une catégorisation des produits financiers en articles 6, 8 ou 9 SFDR

Produit art. 6



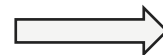
- Produit « mainstream », pas de promotion de caractéristiques E/S ou d'objectif d'investissement durable
- Intégration des risques en matière de durabilité dans les infos précontractuelles (comply or explain possible):
 - Comment les risques de durabilité sont intégrés dans les décisions d'investissements ?
 - Quelles sont les incidences probables des risques de durabilité sur le rendement du produit ?
- Prise en compte ou non des PAI (le fait de prendre en considération les PAI constitue une promotion des caractéristiques environnementales ou sociales, et par conséquent, nécessite une classification du produit en article 8 SFDR, cf considérant n°10 des RTS SFDR 2022/1288)

Produit art. 8



- Produit faisant la promotion de caractéristiques E/S
- Le Règlement SFDR ne définit pas ce qu'est la « promotion ». Le Q&A de la CE de juillet 2021 est venu définir ce qu'il fallait entendre par « promotion » (liste non exhaustive)
- Obligations d'utiliser les annexes précontractuelles et périodiques + publication sur site internet

Produit art. 9



- Produit ayant pour objectif l'investissement durable
- Définition d'investissement durable article 2(17) SFDR
- Obligations d'utiliser les annexes précontractuelles et périodiques + publication sur site internet

Focus sur la « promotion » de caractéristiques E/S

Q&A de la CE de juillet 2021

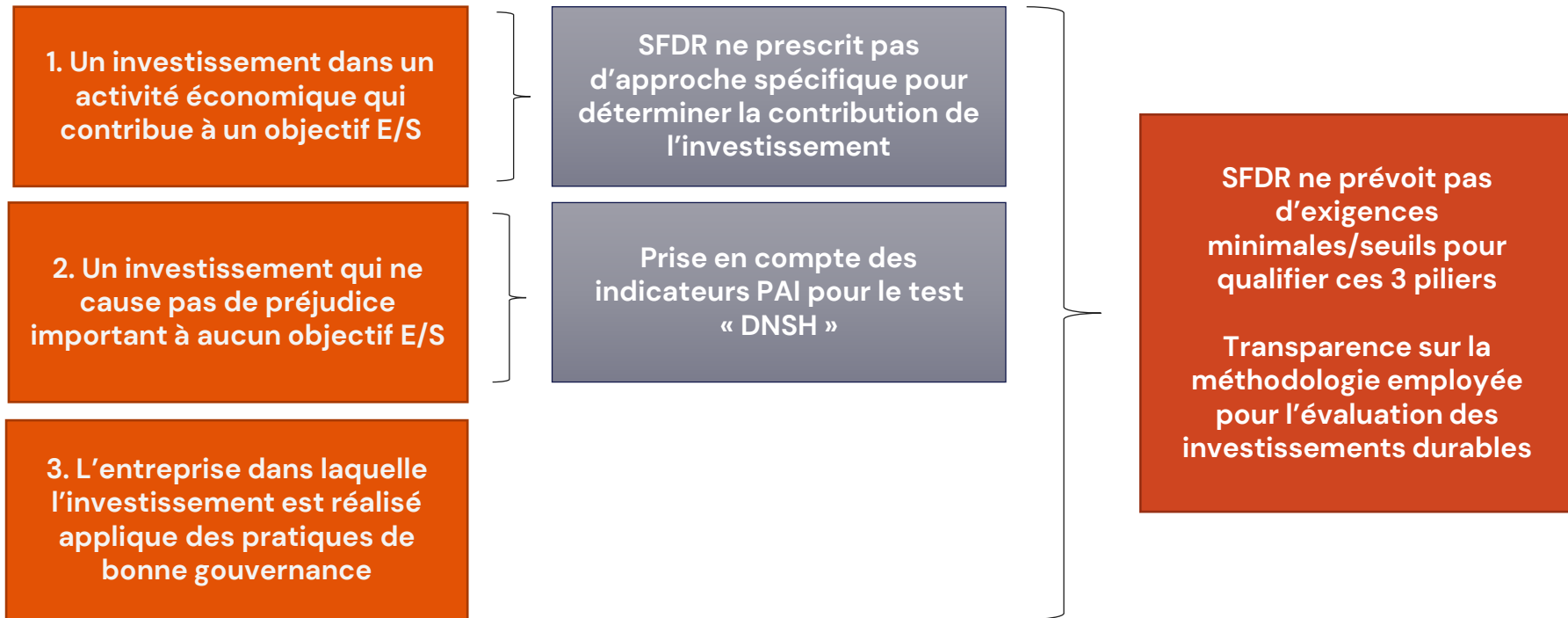
- Le terme « promotion » englobe de façon non exhaustive, les allégations directes ou indirectes, informations, reportings, divulgations mais aussi une impression que les investissements réalisés par le produit financier considèrent les caractéristiques E/S en termes de politiques d'investissements, buts, cibles, objectifs ou une ambition générale dans, mais pas uniquement, les documents précontractuels et périodiques ou les communications marketing, publicités, catégorisation produit (...), des informations sur l'adhésion à des standards de durabilité du produit financier et à des labels etc....

RTS SFDR – Considérants n°10 et 13

- L'une des façons dont les produits financiers peuvent promouvoir des caractéristiques environnementales ou sociales est de prendre en considération les principales incidences négatives des décisions d'investissement
- Les produits financiers peuvent promouvoir des caractéristiques environnementales ou sociales de multiples façons, notamment dans un document précontractuel ou périodique, dans le nom du produit ou dans toute communication publicitaire concernant leur stratégie d'investissement, les normes qu'ils suivent, les labels auxquels ils adhèrent ou les conditions applicables à l'affiliation automatique

Focus sur l'investissements durables

- 3 piliers de l'investissement durable :



Investissement durable peut être mesuré :

- Au niveau d'une activité économique spécifique
- Au niveau de l'entreprise elle-même

Pour le test du « DNSH », la seule référence à un plan de transition visant à garantir que l'ensemble de l'investissement ne cause pas de préjudice dans le futur aux objectifs E/S pourrait ne pas être suffisante.

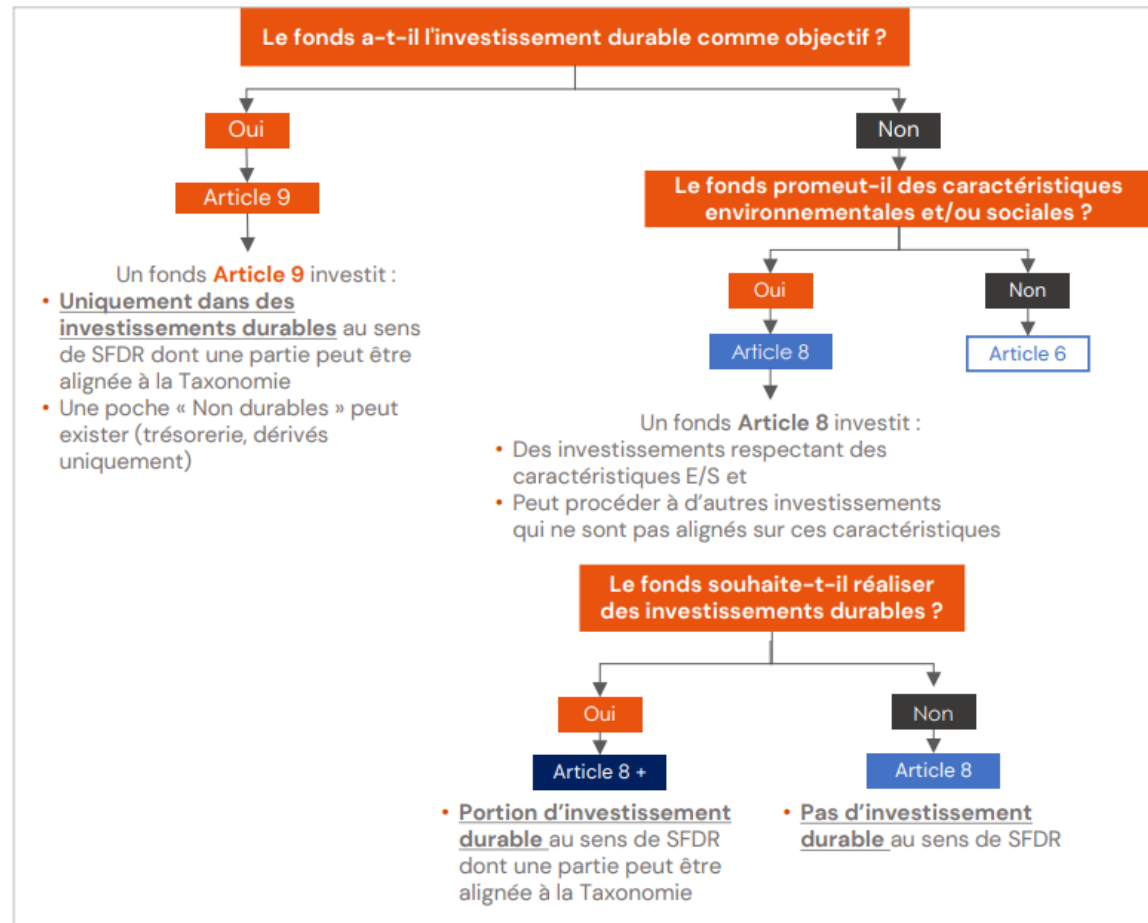
Commentaires :

- *Le test du DNSH s'effectue à la date de l'investissement et en prenant en compte les indicateurs PAI*
- *En fonction de la définition de l'investissement durable, de la méthodologie, des seuils retenus et appliqués, il serait possible d'investir dans des actifs/entreprises en transition*

Focus sur les indicateurs PAI

| Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés | | | | | |
|--|---|---|------------------------|-------------|--|
| Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité | Élément de mesure | Incidences [année n] | Incidences [année n-1] | Explication | Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante |
| INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT | | | | | |
| Émissions de gaz à effet de serre | 1.Émissions de GES | Émissions de GES de niveau 1 | | | |
| | | Émissions de GES de niveau 2 | | | |
| | | Émissions de GES de niveau 3 | | | |
| | | Émissions totales de GES | | | |
| | 2.Empreinte carbone | Empreinte carbone | | | |
| | 3.Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements | Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements | | | |
| | 4.Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles | Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles | | | |

SFDR – Focus sur les fonds arts. 8 et 9 SFDR



Niveau 2 SFDR : récapitulatif des obligations à compter du 01/01/2023

Au niveau produit

- Au 1^{er} janvier 2023 : utilisation des annexes précontractuelles et périodiques pour les fonds articles 8 et 9 SFDR
- Au 1^{er} janvier 2023: obligations de publication d'informations pour les fonds articles 8 et 9 SFDR sur le site internet / intranet (pour les fonds professionnels) dans une section intitulée « Publication d'informations en matière de durabilité »

Au niveau entité

- Au plus tard le 30 juin 2023 : lorsque la société de gestion a déclaré prendre compte les PAIs : publication de l'annexe n°1 « Modèle de déclaration des principales incidences négatives sur la durabilité »
 - Cette déclaration est publiée sur le site internet de la SGP sur une page dédiée

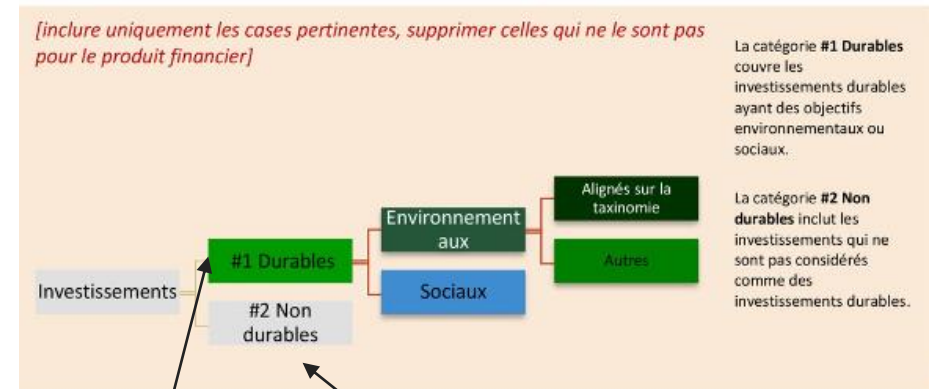
Niveau 2 SFDR : annexes précontractuelles/périodiques pour les fonds 8 et 9 SFDR

Objectif d'investissement durable

Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable? *[cocher et compléter comme il convient; le pourcentage représente l'engagement minimal en faveur d'investissements durables]*

Oui **Non**

| | |
|---|---|
| <p><input type="checkbox"/> Il réalisera un minimum d'investissements durables ayant un objectif environnemental: ___% dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE</p> <p><input type="checkbox"/> dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE</p> <p><input type="checkbox"/> Il réalisera un minimum d'investissements durables ayant un objectif social: ___%</p> | <p><input type="checkbox"/> Il promeut des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une part minimale de ___% d'investissements durables</p> <p><input type="checkbox"/> ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE</p> <p><input type="checkbox"/> ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE</p> <p><input type="checkbox"/> ayant un objectif social</p> <p><input type="checkbox"/> Il promeut des caractéristiques E/S, mais ne réalisera pas d'investissements durables</p> |
|---|---|



« 100% » seulement des investissements durables

Investissements pour couverture et liquidité (« hedging or liquidity »)

Niveau 2 SFDR – Publications sur internet pour les produits articles 8 et 9 SFDR

Produit article 8 SFDR

- Résumé
- Sans objectif d'investissement durable
- Caractéristiques environnementales ou sociales du produit financier;
- Stratégie d'investissement
- Proportion d'investissements
- Contrôle des caractéristiques environnementales ou sociales
- Méthodes
- Sources et traitement des données
- Limites aux méthodes et aux données
- Diligence raisonnable
- Politiques d'engagement
- Lorsqu'un indice est désigné comme indice de référence pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier, «Indice de référence désigné

Produit article 9 SFDR

- Résumé
- Pas de préjudice important pour l'objectif d'investissement durable
- Objectif d'investissement durable du produit financier
- Stratégie d'investissement
- Proportion d'investissements
- Contrôle de l'objectif d'investissement durable
- Méthodes
- Sources et traitement des données
- Limites aux méthodes et aux données
- Diligence raisonnable
- Politiques d'engagement
- Réalisation de l'objectif d'investissement durable



- Possibilité de limiter l'accès aux informations sur internet pour les fonds dédiés ou des fonds où les informations sont confidentielles (intranet);
- Pour remplir les obligations de transparence liées aux informations devant être publiées sur internet, il ne convient pas de reprendre telles quelles les informations requises dans les annexes SFDR. Les informations exigées sur internet vs celles exigées dans les annexes SFDR ne sont pas totalement identiques



2. Taxonomie



Taxonomie

Présentation générale

- La Taxonomie établit un cahier des charges permettant de déterminer si une activité économique listée peut être considérée comme durable sur le plan environnemental au regard de 6 objectifs environnementaux

1. Atténuation
du changement
climatique

2. Adaptation
au changement
climatique

3. Protection
eau et
ressources
marines

4. Economie
circulaire

5. Prévention et
réduction de la
pollution

6. Biodiversité

ACTIVITE ELIGIBLE

L'activité économique est
seulement listée
Une activité éligible n'est pas
durable au sens de la Taxonomie

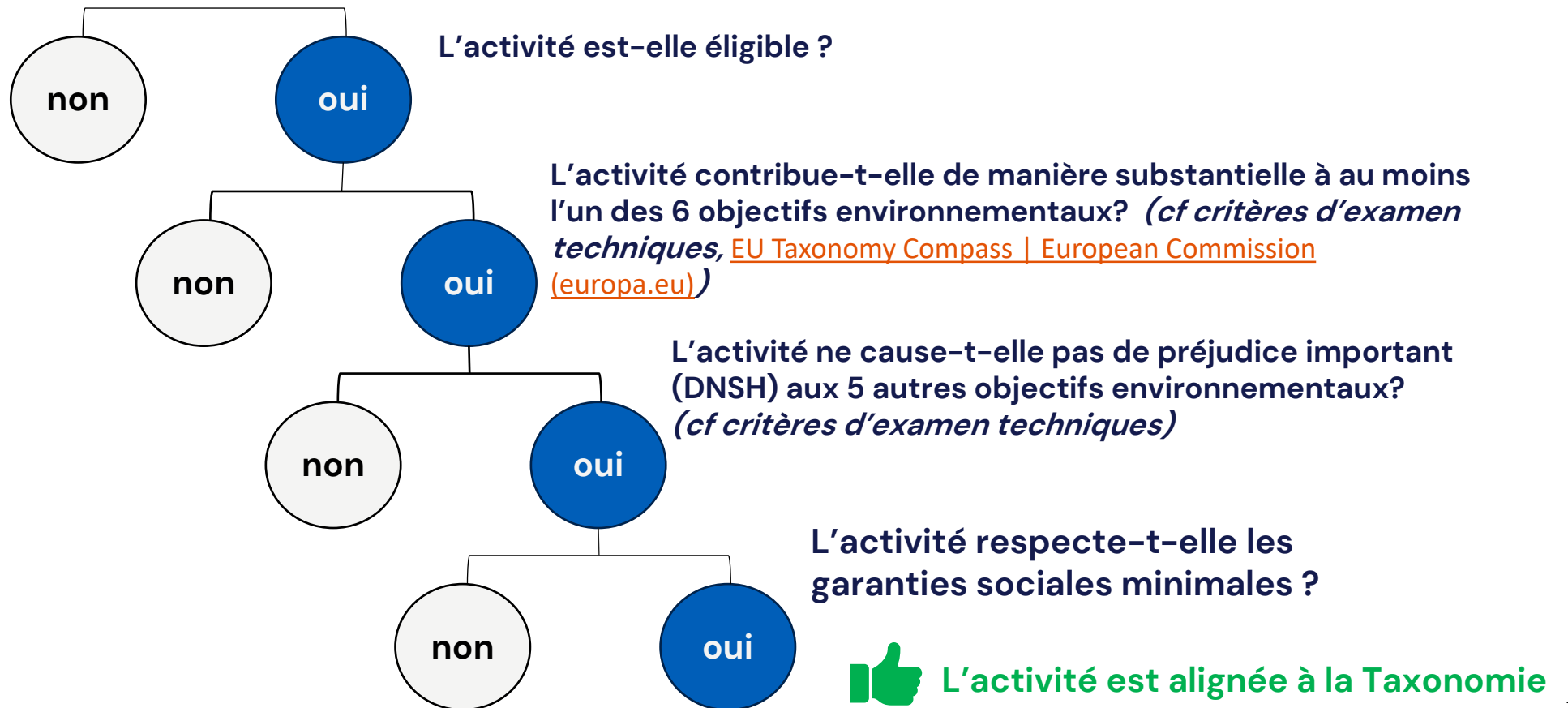


ACTIVITE ALIGNEE

Une activité économique alignée
à la Taxonomie est considérée
comme « durable » au sens de la
Taxonomie

Taxonomie

Activités économiques éligibles vs activités économiques alignées à la Taxonomie



Taxonomie

Activités économiques éligibles vs activités économiques alignées à la Taxonomie

| Secteur / Objectif | 1. Atténuation | 2. Adaptation |
|---|----------------|---------------|
| 1. Foresterie | ✓ | ✓ |
| 2. Activités de protection et de restauration de l'environnement | ✓ | ✓ |
| 3. Industrie manufacturière | ✓ | ✓ |
| 4. Énergie* | ✓ | ✓ |
| 5. Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution | ✓ | ✓ |
| 6. Transports | ✓ | ✓ |
| 7. Construction et activités immobilières | ✓ | ✓ |
| 8. Information et communication | ✓ | ✓ |
| 9. Activités spécialisées, scientifiques et techniques | ✓ | ✓ |
| 10. Activités financières et d'assurance | | ✓ |
| 11. Enseignement | | ✓ |
| 12. Santé humaine et action sociale | | ✓ |
| 13. Arts, spectacles et activités récréatives | | ✓ |

L'exemple du secteur des Transports : liste des activités retenues

- 6.1. Transport ferroviaire interurbain de voyageurs
- 6.2. Transports ferroviaires de fret
- 6.3. Transports urbains et suburbains, transports routiers de voyageurs
- 6.4. Exploitation de dispositifs de mobilité des personnes, cyclologistique
- 6.5. Transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires légers
- 6.6. Transport routier de fret
- 6.7. Transports fluviaux de passagers
- 6.8. Transports fluviaux de fret
- 6.9. Réaménagement des transports fluviaux de passagers et de fret
- 6.10. Transports maritimes et côtiers de fret, navires nécessaires aux opérations portuaires et aux activités auxiliaires (voir exemple)**
- 6.11. Transports maritimes et côtiers de passagers
- 6.12. Réaménagement des transports maritimes et côtiers de fret et de passagers
- 6.13. Infrastructures pour la mobilité des personnes, cyclologistique
- 6.14. Infrastructures de transport ferroviaire
- 6.15. Infrastructures favorables aux transports routiers et aux transports publics à faible intensité de carbone
- 6.16. Infrastructures favorables aux transports fluviaux à faible intensité de carbone
- 6.17. Infrastructures aéroportuaires à faible intensité de carbone

✓ Secteur pour lequel des activités éligibles existent. Dans le cas des secteurs 10 à 13, seul un cahier des charges pour des activités répondant à l'objectif d'Adaptation existe.

Taxonomie

Taxonomie : EU Compass/boussole

| B | C | D | E | F | G | H | I | J | K | L | M | N | O |
|---------------------|-----------------|--|-------------------|---|---|--|--|---|--|---|---------------------|---|---|
| Sector | Activity number | Activity | Contribution type | Description | Substantial contribution criteria | DNSSH on Climate adaptation | DNSSH on Water | DNSSH on Circular economy | DNSSH on Pollution prevention | DNSSH on Biodiversity | Footnotes | | |
| Forestry | 1.1 | Afforestation | | Establishment of forest through planting, deliberate | 1. Afforestation plan and subsequent forest manag | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | DNSSH on Pollution prevention | DNSSH on Biodiversity | | | |
| Forestry | 1.2 | Rehabilitation and restoration of forests, including reforestation and | | Rehabilitation and restoration of forests as defined | 1. Forest management plan or equivalent instrum | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | The silvicultural change induced by the activity on t | The use of pesticides is reduced and alternative ap | In areas designate | (1) Establishment | | |
| Forestry | 1.3 | Forest management | | Forest management as defined by national law. Wh | 1. Forest management plan or equivalent instrum | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | The silvicultural change induced by the activity on t | The use of pesticides is reduced and alternative ap | In areas designate | (39) Land spann | | |
| Forestry | 1.4 | Conservation forestry | | Forest management activities with the objective of | 1. Forest management plan or equivalent instrum | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | The silvicultural change induced by the activity on t | The activity does not use pesticides or fertilisers. v | In areas designate | (50) Land spann | | |
| Environmental prot. | 2.1 | Restoration of wetlands | | Restoration of wetlands refers to economic activit | 1. Restoration plan. The area is covered by a restc | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | Peat extraction is minimised. | The use of pesticides is minimised and alternative | In areas designate | (64) /em> | | |
| Manufacturing | 3.1 | Manufacture of renewable energy technologies | Enabling | Manufacture of renewable energy technologies, wh | The economic activity manufactures renewable en | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity assesses the availability of and, where | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria | | | |
| Manufacturing | 3.2 | Manufacture of equipment for the production and | Enabling | Manufacture of equipment for the production and | The economic activity manufactures equipment fo | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity assesses the availability of and, where | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria | | | |
| Manufacturing | 3.3 | Manufacture of low carbon technologies for transp | Enabling | Manufacture, repair, maintenance, retrofitting, repu | The economic activity manufactures, repairs, main | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity assesses the availability of and, where | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria | | | |
| Manufacturing | 3.4 | Manufacture of batteries | Enabling | Manufacture of rechargeable batteries, battery pac | The economic activity manufactures rechargeable | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | For manufacturing of new batteries, components a | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (91) Directive 2006 | | |
| Manufacturing | 3.5 | Manufacture of energy efficiency equipment for bui | Enabling | Manufacture of energy efficiency equipment for bui | The economic activity manufactures one or more | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity assesses the availability of and, where | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (94) Where relevar | | |
| Manufacturing | 3.6 | Manufacture of other low carbon technologies | Enabling | Manufacture of technologies aimed at substantial | The economic activity manufactures technologies | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity assesses the availability of and, where | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (96) Commission | | |
| Manufacturing | 3.7 | Manufacture of cement | Transitional | Manufacture of cement clinker, cement or alternati | The activity manufactures one of the following: gre | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (93) Calculated in | | |
| Manufacturing | 3.8 | Manufacture of aluminium | Transitional | Manufacture of aluminium through primary alumin | The activity manufactures one of the following: prim | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (105) Combined to | | |
| Manufacturing | 3.9 | Manufacture of iron and steel | Transitional | Manufacture of iron and steel. The economic activ | The activity manufactures one of the following: iron | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (111) Calculated in | | |
| Manufacturing | 3.10 | Manufacture of hydrogen | | Manufacture of hydrogen and hydrogen-based synt | The activity complies with the life-cycle GHG emiss | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (119) ISO standard | | |
| Manufacturing | 3.11 | Manufacture of carbon black | Transitional | Manufacture of carbon black. The economic activit | GHG emissions(124) from the carbon black produc | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (124) Calculated in | | |
| Manufacturing | 3.12 | Manufacture of soda ash | Transitional | Manufacture of disodium carbonate (soda ash, so | GHG emissions(128) from the soda ash productio | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (128) Calculated in | | |
| Manufacturing | 3.13 | Manufacture of chlorine | Transitional | Manufacture of chlorine. The economic activities i | Electricity consumption for electrolysis and chlorin | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (132) ISO standard | | |
| Manufacturing | 3.14 | Manufacture of organic basic chemicals | Transitional | Manufacture of high value chemicals (HVC) acetyl | GHG emissions(136) from the organic basic chemi | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (136) Calculated in | | |
| Manufacturing | 3.15 | Manufacture of anhydrous ammonia | | Manufacture of anhydrous ammonia. The economi | The activity complies with one of the following crit | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (147) Best Availa | | |
| Manufacturing | 3.16 | Manufacture of nitric acid | Transitional | Manufacture of nitric acid. The economic activiti | GHG emissions(143) from the manufacture of nitric | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (143) Calculated in | | |
| Manufacturing | 3.17 | Manufacture of plastics in primary form | Transitional | Manufacture of resins, plastics materials and non-vul | The activity complies with one of the following crit | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (153) ISO standard | | |
| Energy | 4.1 | Electricity generation using solar photovoltaic technology | | Construction or operation of electricity generation | The activity generates electricity using solar PV tec | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity assesses availability of and, where fea | N/A | The activity complies with the criteria | | | |
| Energy | 4.2 | Electricity generation using concentrated solar power (CSP) technology | | Construction or operation of electricity generation | The activity generates electricity using CSP techn | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity assesses availability of and, where fea | N/A | The activity complies with the criteria | | | |
| Energy | 4.3 | Electricity generation from wind power | | Construction or operation of electricity generation | The activity generates electricity from wind power. | The activity complies with the criteria set out in Apr | In case of construction of offshore wind, the activit | The activity assesses availability of and, where fea | N/A | The activity comp | (158) Directive 20C | | |
| Energy | 4.4 | Electricity generation from ocean energy technologies | | Construction or operation of electricity generation | The activity generates electricity from ocean energ | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity does not hamper the achievement of g | The activity assesses availability of and, where fea | Measures are in place to minimise toxicity of anti-f | The activity comp | (161) Regulation (E | | |
| Energy | 4.5 | Electricity generation from hydropower | | Construction or operation of electricity generation | The activity complies with either of the following cri | The activity complies with the criteria set out in Apr | 1. The activity complies with the provisions of Direc | N/A | The activity comp | (162) ISO standard | | | |
| Energy | 4.6 | Electricity generation from geothermal energy | | Construction or operation of electricity generation | Life-cycle GHG emissions from the generation of e | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | For the operation of high-enthalpy geothermal ene | The activity comp | (166) Directive 20C | | |
| Energy | 4.7 | Electricity generation from renewable non-fossil gaseous and liquid fuel | | Construction or operation of electricity generation | 1. Life-cycle GHG emissions from the generation o | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | Emissions are within or lower than the emission lev | The activity comp | (168) ISO standard | | |
| Energy | 4.8 | Electricity generation from bioenergy | | Construction and operation of electricity generatio | 1. Agricultural biomass used in the activity complie | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | For installations falling within the scope of Directiv | The activity comp | (172) Implementing | | |
| Energy | 4.9 | Transmission and distribution of electricity | Enabling | Construction and operation of transmission syste | The activity complies with one of the following crit | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | A waste management plan is in place and ensures r | Overground high voltage lines for construction site | The activity com | (178) Commissio | | |
| Energy | 4.10 | Storage of electricity | Enabling | Construction and operation of facilities that store | The activity is the construction and operation of e | The activity complies with the criteria set out in Apr | In case of pumped hydropower storage, not connect | A waste management plan is in place and ensures r | N/A | The activity complies with the criteria | | | |
| Energy | 4.11 | Storage of thermal energy | Enabling | Construction and operation of facilities that store | The activity stores thermal energy, including Under | The activity complies with the criteria set out in Apr | For Aquifer Thermal Energy Storage, the activity oc | A waste management plan is in place and ensures r | N/A | The activity complies with the criteria | | | |
| Energy | 4.12 | Storage of hydrogen | Enabling | Construction and operation of facilities that store | The activity is one of the following: construction o | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | A waste management plan is in place and ensures r | In the case of storage above five tonnes, the activi | The activity comp | (185) Directive 201 | | |
| Energy | 4.13 | Manufacture of biogas and biofuels for use in transport and of bioliqid | | Manufacture of biogas or biofuels for use in transp | 1. Agricultural biomass used for the manufacture o | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | For biogas production, a gas-tight cover on the dig | The activity comp | (186) Implementing | | |
| Energy | 4.14 | Transmission and distribution networks for renewable and low-carbon g | | Conversion, repurposing or retrofit of gas network | 1. The activity consists in one of the following: cons | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | Fans, compressors, pumps and other equipment u | The activity comp | (187) Directive 20C | | |
| Energy | 4.15 | District heating/cooling distribution | | Construction, refurbishment and operation of pipel | The activity complies with one of the following crit | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | Fans, compressors, pumps and other equipment u | The activity complies with the criteria | | | |
| Energy | 4.16 | Installation and operation of electric heat pumps | | Installation and operation of electric heat pumps | 1. The installation and operation of electric heat pum | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity assesses availability of and, where fea | For air to air heat pumps with rated capacity of 12k\ | N/A | (188) Commissio | | |
| Energy | 4.17 | Cogeneration of heat/cool and power from solar energy | | Construction and operation of facilities co-genera | The activity consists in the cogeneration(190) of e | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity assesses availability of and, where fea | N/A | The activity comp | (190) Cogeneratio | | |
| Energy | 4.18 | Cogeneration of heat/cool and power from geothermal energy | | Construction and operation of facilities co-genera | The life-cycle GHG emissions from the combined c | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | For the operation of high-enthalpy geothermal ene | The activity comp | (191) Cogeneratio | | |
| Energy | 4.19 | Cogeneration of heat/cool and power from renewable non-fossil gaseo | | Construction and operation of combined heat/cool | 1. The life-cycle GHG emissions from the co-gener. | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | Emissions are within or lower than the emission lev | The activity comp | (192) Cogeneratio | | |
| Energy | 4.20 | Cogeneration of heat/cool and power from bioenergy | | Construction and operation of installations used fo | 1. Agricultural biomass used in the activity produ | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | For installations falling within the scope of Directiv | The activity comp | (196) Implementing | | |
| Energy | 4.21 | Production of heat/cool from solar thermal heating | | Construction and operation of facilities producin | The activity produces heat/cool using solar therma | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity assesses availability of and, where fea | N/A | The activity complies with the criteria | | | |
| Energy | 4.22 | Production of heat/cool from geothermal energy | | Construction or operation of facilities that produc | The life-cycle GHG emissions from the generation | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | For the operation of high-enthalpy geothermal ene | The activity complies with the criteria | | | |
| Energy | 4.23 | Production of heat/cool from renewable non-fossil gaseous and liquid | | Construction and operation of heat generation fac | 1. The life-cycle GHG emissions from the generatio | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | Emissions are within or lower than the emission lev | The activity comp | (193) ISO standard | | |
| Energy | 4.24 | Production of heat/cool from bioenergy | | Construction and operation of facilities that produ | 1. Agricultural biomass used in the activity for the pi | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | For installations falling within the scope of Directiv | The activity comp | (202) Implementin | | |
| Energy | 4.25 | Production of heat/cool using waste heat | | Construction and operation of facilities that produ | The activity produces heat/cool from waste heat. | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity assesses availability of and, where fea | Pumps and the kind of equipment used, which is oc | The activity complies with the criteria | | | |
| Energy | 4.26 | Pre-commercial stages of advanced technologies | Transitional | Research, development, demonstration and deplo | General criteria pertaining to substantial contribut | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | A plan for the management of both non-radioactiv | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (205) Council Dire | | |
| Energy | 4.27 | Construction and safe operation of new nuclear p | Transitional | Construction and safe operation of new nuclear in | General criteria pertaining to substantial contribut | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | A plan for the management of both non-radioactiv | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (212) For the purp | | |
| Energy | 4.28 | Electricity generation from nuclear energy in exist | Transitional | Modification of existing nuclear installations for | General criteria pertaining to substantial contribut | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | A plan for the management of both non-radioactiv | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria | | | |
| Energy | 4.29 | Electricity generation from fossil gaseous fuels | Transitional | Construction or operation of electricity generatio | 1. The activity means either of the following criteri | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (213) Regulation (E | | |
| Energy | 4.30 | High-efficiency co-generation of heat/cool and po | Transitional | Construction, refurbishment, and operation of co | 1. The activity meets either of the following criteri | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria | | | |
| Energy | 4.31 | Production of heat/cool from fossil gaseous fuels | Transitional | Construction, refurbishment and operation of heat | 1. The activity meets either of the following criteri | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (214) The Internat | | |
| Water supply | 5.1 | Construction, extension, and operation of water coll | | Construction, extension, and operation of water co | The water supply system complies with one of the | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity complies with the criteria set out in Apr | N/A | The activity complies with the criteria set out in Apr | The activity comp | (214) The Internat | | |

Taxonomie

Reporting article 8 Taxonomie – Qui ?

Aujourd'hui, ce reporting concerne les entreprises soumises à la NFRD. Il s'agit :

- D'entreprise d'intérêt public +
- De plus de 500 salariés +
- Bilan > 20M€ et/ou CA > 40M€

Cela englobe :

- Les sociétés cotées sur un marché européen
- Les établissements de crédit
- Les entreprises d'assurance
- Les entreprises mères de grand groupe qui sont des EIP

En France, la NFRD a été transposée à travers la DPEF (seuils différents)

Demain, ce reporting concernera les entreprises dans le champ de la CSRD (cf partie dédiée)

Taxonomie

Reporting article 8 Taxonomie – Quoi ? (entreprises non financières)

- Les entreprises non financières doivent publier 3 KPI :
 - % de CA éligible/aligné et non éligible/non aligné à la Taxonomie
 - % de Capex éligible/aligné et non éligible/non aligné à la Taxonomie
 - % d'Opex éligible/aligné et non éligible/non aligné à la Taxonomie

Cette section présente les règles de calcul générales pour l'ICP taxonomie Chiffre d'affaires éligible et aligné. Pour rappel, seuls les ICP liés à l'éligibilité sont demandés pour le reporting 2022.

$$CA = \frac{\text{Chiffre d'affaires aligné}^*}{\text{Chiffre d'affaires net total}}$$

*Ratio identique pour l'ICP d'éligibilité : remplacer « aligné * » par « éligible »

| Numérateur | Dénominateur |
|--|--|
| Somme du chiffre d'affaires net issus d'activités alignées* sur la taxonomie | Chiffre d'affaires net tel que présenté dans les états financiers * n'inclut pas : n'inclut pas, par exemple en IFRS : le CA intra-groupe, le CA des co-entreprises, le CA des activités abandonnées (IFRS 5), etc. |

Taxonomie

Reporting article 8 Taxonomie – Quoi ? (entreprises financières)

- Selon leur nature, les entreprises financières doivent publier différents KPI (ci-dessous les principaux KPI) :
 - Gestionnaire d'actifs : part verte des investissements (Green Investment Ratio ou GIR)
 - Banques : part des actifs investis dans des activités vertes (Green Asset Ratio ou GAR)
 - Assurance : part verte des investissements, part des primes brutes émises en non-vie correspondant à des activités vertes
 - Entreprises d'investissement : part verte des investissements (KPI services et activités pour compte propre), part des revenus associés à des activités vertes (KPI services/activités non négociés pour compte propre)

Le GAR est ainsi déterminé, sur la base du périmètre de consolidation prudentielle (*reporting* FINREP), comme suit :

$$\text{GAR} = \frac{\text{Actifs et investissements dans des activités alignées}}{\text{Total des actifs couverts}}$$

| Dénominateur | Numérateur |
|--|---|
| <p>Le dénominateur (« Total des actifs couverts ») se base sur les actifs totaux issus du reporting FINREP desquels sont exclus</p> <ul style="list-style-type: none"><input checked="" type="checkbox"/> les expositions aux administrations centrales, banques centrales et émetteurs supranationaux (souverains)<input checked="" type="checkbox"/> les actifs du portefeuille de négociation. | <p>Le numérateur est déterminé en partant du dénominateur (« Total des actifs couverts ») duquel sont exclus :</p> <ul style="list-style-type: none"><input checked="" type="checkbox"/> les expositions sur des entités non assujetties à la publication d'informations non financières (et pour lesquels aucune donnée Taxonomie, de fait, n'est publiée),<input checked="" type="checkbox"/> les dérivés<input checked="" type="checkbox"/> les prêts à vue interbancaires. <p>L'analyse d'alignement s'effectue ensuite sur cette base.</p> |

Source: rapport AMF, Eclairages sur le premier reporting taxonomie des sociétés cotées, Nov2022

Taxonomie

Reporting article 8 Taxonomie – Quand ?

A partir de janvier 2022 (sur 2021)

- Entreprises non financières : éligibilité à la Taxonomie
- Entreprises financières : éligibilité à la Taxonomie

A partir de janvier 2023 (sur 2022)

- Entreprises non financières : éligibilité + calcul de l'alignement à la Taxonomie
- Entreprises financières : éligibilité

A partir de janvier 2024 (sur 2023)

- Entreprises non financières et financières : éligibilité + calcul de l'alignement à la Taxonomie



3. CSRD



CSRD – Reporting de durabilité

Présentation générale

- Consécration du principe de la « double importance relative » ou « double matérialité »



* Financial materiality is used here in the broad sense of affecting the value of the company, not just in the sense of affecting financial measures recognised in the financial statements.

Les entreprises concernées vont devoir publier des informations sur les impacts de leurs activités sur les facteurs de durabilité/facteurs ESG (logique d'impact) et sur comment les risques de durabilité/risques ESG affectent leurs activités (logique de risques)

CSRD – Reporting de durabilité

Présentation générale

Quoi ?

Publication d'un rapport de durabilité contenant des informations sur :

1. Le modèle et la stratégie économique de l'entreprise : actions et investissements entrepris pour s'assurer que le business model et la stratégie de l'entreprise sont compatibles avec l'Accord de Paris, avec l'objectif de neutralité climatique en 2050 et, quand cela est pertinent, l'exposition de l'entreprises aux activités liées au charbon, gaz et pétrole
2. Description des objectifs temporels contraignants en matière de durabilité que l'entreprise s'est fixés (réduction des GES en 2030/2050)
3. Rôle des organes de gouvernance (expertises et compétences pour remplir leur rôle au regard des questions de durabilité)
4. Politiques de l'entreprise en matière de durabilité
5. Schémas de rémunération liés aux questions de durabilité
6. Description des diligences raisonnables et des principales incidences négatives actuelles ou potentielles
7. Description des risques liés aux questions de durabilité
8. Des indicateurs pertinents sur toutes les sections précédentes

Où ?

Section dédiée du rapport de gestion de l'entreprise

Entreprises sous forme de SAS sont dans le champ (cf transposition de la CSRD)

Qui et quand ?

1^{er}
Janv
2024

Entrée en vigueur pour les entreprises déjà soumises au reporting NFRD (>500 salariés, 40M€ CA ou 20M€ bilan)
1er reporting publié en 2025

1^{er}
Janv
2025

Entrée en vigueur pour les grandes entreprises (plus de 250 employés ou 40M€ de CA ou 20M€ de bilan) cotées ou non
1er reporting publié en 2026

1^{er}
Janv
2026

Entrée en vigueur pour les PME cotées (*1er reporting publié en 2027*). Les PME cotées ont la possibilité de déroger à cette obligation jusqu'en 2028

1^{er}
Janv
2028

Entrée en vigueur pour les entreprises non-européennes dans le champ d'application
1er reporting en 2029

CSRD – Reporting de durabilité

Présentation générale

Comment ?

Les entreprises vont devoir suivre des standards de reporting de durabilité (ESRS)

| | | | | | |
|--------------------|----------------------------------|--|--|---|--|
| Normes transverses | ESRS 1 Principes généraux | | ESRS 2 Informations générales à fournir : base de préparation, gouvernance, stratégie, analyse de matérialité, mesures et objectifs | | |
| | ESRS E1 Changement climatique | ESRS E2 Pollution | ESRS E3 Eau et ressources marines | ESRS E4 Biodiversité et écosystèmes | ESRS E5 Utilisation des ressources et économie circulaire |
| Environnement | | | | | |
| Social | ESRS S1 Employés | ESRS S2 Travailleurs au sein de la chaîne de valeur | ESRS S3 Communautés affectées | ESRS S4 Consommateurs et utilisateurs finaux | |
| | | | | | |
| Gouvernance | ESRS G1 Conduite des affaires | | | | |

Source: Autorité des normes comptables

12 normes ESRS (tout secteur)

- 2 Transverses
- 5 Environnement
- 4 Social/Sociétal
- 1 Gouvernance

82 Dispositions relatives aux informations à fournir (qualitatives ou quantitatives)

Double matérialité

- Matérialité financière
- Matérialité d'impact

4 domaines de reporting

- Gouvernance
- Stratégie
- Gestion de l'impact, des risques et des opportunités
- Mesures et objectifs

Points clés des ESRS pour les « grandes entreprises »

1. Matérialité :

- Principe : toutes les normes, toutes les informations listées dans les standards de reporting seront soumises à une analyse de matérialité préalable réalisée par l'entreprise
- Exception : les informations mentionnées dans le standard ESRS 2 « General disclosures »
 - Conséquence : les informations nécessaires au calcul des PAI SFDR pourront ne pas être divulguées par les entreprises si jugées non matérielles (rq: à confirmer, en attente de la version finale de l'acte délégué)

2. Entrée en vigueur progressive de certaines informations devant être publiées (phase in)

- Les entreprises avec moins de 750 employés peuvent ne pas tenir en compte :
 - La 1^{ère} année : des émissions de scope 3 de GES et des exigences de transparence spécifiées dans le standard « main d'œuvre propre »
 - Les 2 premières années : des exigences de transparence spécifiées dans les standards biodiversité et travailleurs de la chaîne de valeur, communautés affectées, consommateurs et utilisateurs finaux
- Toutes les entreprises peuvent ne pas tenir en compte des informations suivantes lors de la première année d'application des standards :
 - Des effets financiers anticipés relatifs aux problématiques environnementales non climatiques (pollution, eau, biodiversité, utilisation des ressources),
 - De certains data points relatifs à leur propre main d'œuvre (protections sociale, personnes avec des handicaps, les problèmes de santé liés au travail et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée)

CSRD – Reporting de durabilité

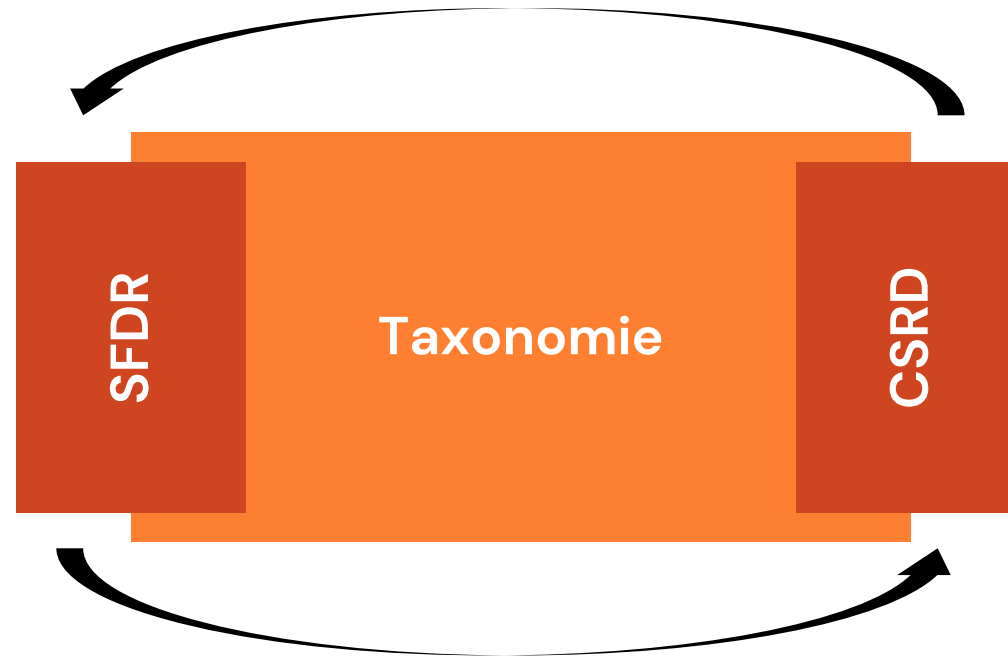
Enjeux pour le capital-investissement

- Les entreprises dans lesquelles les adhérents de France Invest investissent sont majoritairement des startups, PME et ETI non cotées françaises. Celles-ci seront majoritairement hors scope de la directive CSRD et de l'obligation de publication du futur reporting de durabilité
- Selon nos premières estimations seraient concernées par la production d'un rapport de durabilité au titre de la directive CSRD:
 - Environ 1 300 entreprises françaises de plus de 250 salariés et qui réalisent plus de 40 M€ de CA accompagnées par des membres de France Invest ;
 - Celles-ci devront utiliser le cadre de reporting élaboré pour les grandes entreprises en vue de la publication du 1er reporting en 2026 (sur les données 2025) ;
 - **Attention : une SGP de moins de 250 salariés mais qui dépasserait les seuils de total de bilan (+20M€) et de CA net (+40M€) est dans le scope de la CSRD, à partir de son exercice 2025 pour un 1er reporting publié en 2026.**
 - Environ 150 entreprises PME cotées de moins de 250 salariés accompagnées par des membres de France Invest.
 - Cela signifie qu'environ 6150 PME non cotées françaises sont accompagnées par des membres de France Invest.
- A venir : projets de standards de normes de reporting élaborés par l'Efrag pour les PME cotées (LSME) et pour les PME non cotées (VSME)

Vue d'ensemble SFDR, Taxonomie, CSRD – interactions

Taxonomie – SFDR – CSRD : socle de la réglementation finance durable

- Alignement à la taxonomie des ppts. 8 SFDR promouvant des caractéristiques environnementales et des ppts 9 SFDR avec objectifs environnementaux
- Calcul des indicateurs PAI : besoin de données des entreprises (via CSRD/normes de reporting ESRS)



- 50000 entreprises concernées dans l'UE
- Obligation pour les entreprises de publier un rapport de durabilité qui contiendra notamment :
 - Un plan de transition
 - Alignement à la Taxonomie
- Transposition en cours en France : SAS dans le champ

- Détermination des activités économiques durables environnementalement
- 2 objectifs climatiques + 4 autres objectifs environnementaux (entré en vigueur 01/01/2024 à priori)
- Eligibilité / alignement des entreprises financières et non financières (reporting art. 8 Taxo)



4. Reporting 29 LEC



Reporting 29 LEC

Qu'est-ce que le reporting article 29 LEC ?

- C'est le successeur du rapport article 173 Loi transition écologique et croissance verte de 2015
- Acteurs financiers et fonds concernés doivent produire un rapport dont la structure et les items sont précisés dans un décret d'application. Le rapport art. 29 LEC retrace la politique de l'acteur concerné sur la prise en compte dans sa stratégie d'investissement des critères ESG et des moyens mis en œuvre pour contribuer à la transition énergétique et écologique ainsi que sa stratégie de mise en œuvre de cette politique
- L'article 29 LEC doit permettre à la France de conserver le leadership dans le domaine de la finance durable, notamment vis-à-vis du Règlement européen SFDR, et ce sur 3 domaines :



Le Climat

Publication de la stratégie d'alignement sur les objectifs de température de l'accord de Paris (objectifs quantitatifs d'émissions de gaz à effet de serre tous les cinq ans, jusqu'à 2050), informations sur l'alignement des encours (ou du bilan) sur les activités durables de la Taxonomie européenne et sur les activités liées aux énergies fossiles



La biodiversité

Publication de la stratégie d'alignement sur les objectifs internationaux de préservation de la biodiversité (objectifs chiffrés)



L'intégration des facteurs

ESG dans les dispositifs de gestion des risques, de gouvernance et d'accompagnement de la transition (notamment engagement actionnarial) des acteurs de marché

Reporting 29 LEC

Présentation générale

Qui ?

- SGP (mais aussi banques et assurances pour certaines activités)

Quoi ?

- 1 rapport au niveau de la SGP
- 1 rapport si fonds > 500M€

Où ?

- Pour rapport SGP, site internet
- Pour rapport fonds, rapport périodique

Quand ?

- Dans les 6 mois après la clôture de l'année comptable

| | SGP < 500M€ AuM | SGP > 500M€ AuM | Fonds > 500 M€ |
|---|--------------------|--------------------|-------------------|
| 1. Démarche générale de la prise en compte des critères ESG | X | X | |
| 2. Moyens internes | | X | |
| 3. Gouvernance ESG (politique de rémunération SFDR) | | X | |
| 4. Stratégie d'engagement | | X | |
| 5. Alignement Taxonomie et part d'énergies fossiles | | X | X |
| 6. Stratégie d'alignement climat | | X | X |
| 7. Stratégie d'alignement à la biodiversité | | X | X |
| 8. Gestion de risques (dont les risques climatiques et de biodiversité) | | X | X |
| 9. Plan d'amélioration continue | | X | X |



5. Position AMF 2020-03



Position AMF 2020-03

Présentation générale

- Sont concernés les produits à destination du retail, donc les FCPR, FIP et FCPI (et demain les ELTIF retails)

Communication « centrale »

OPC intégrant des critères extra-financiers (CEF) et ayant une approche significativement engageante dans la gestion

- Dénomination du fonds, ou
- DICI, ou
- Documentation commerciale, ou
- Prospectus

Communication « réduite »

OPC intégrant des CEF et ayant une approche non significativement engageante dans la gestion

- DICI : mention concise et équilibrée
- Documentation commerciale : mention concise
- Prospectus : communication proportionnée

Communication « limitée »

OPC intégrant des CEF sans approche atteignant les standards de communications centrale ou réduite

- Prospectus uniquement de façon proportionnée

Position AMF 2020-03

Focus sur les fonds de capital-investissement

- **La communication réduite** sur les caractéristiques extra-financières du produit est fermée aux fonds de capital-investissement agréés (FCPR, FCPI et FIP);
- Deux conditions pour qu'un produit puisse **communiquer de façon centrale** sur les caractéristiques extra-financières :
 - L'approche retenue doit être engageante (engagement significatif dans la gestion et comportant des objectifs mesurables de prise en compte de critères ESG + taux d'analyse extra-financier > 90 %) et
 - L'engagement de prise en compte des critères extra-financiers doit être significatif:
 - Approche en amélioration de la note extra-fi de l'OPC par rapport à l'univers investissable
 - Approche en sélectivité (sélection/exclusion des émetteurs en fonctions de leur notation extra-fi)
 - Approche en amélioration d'un indicateur extra financier (amélioration de la moyenne d'un indicateur extra-fi moyen de l'OPC par rapport à celle de l'univers investissable)
 - Autre approche : **approche ad hoc** à négocier entre le gérant et les services de l'AMF (la société de gestion doit être en mesure de démontrer à l'AMF en quoi son approche est significative)
 - **L'approche ad hoc est accessible pour les fonds agréés de capital-investissement.**

Position AMF 2020-03

Enjeux pour le capital-investissement

- Pour pouvoir être agréés en communication centrale sur la prise en compte de critères ESG, les fonds retails doivent respecter les éléments suivants :
 - S'être fixés des objectifs mesurables de prise en compte de critères ESG
 - S'engager significativement sur la prise en compte de critères ESG et pouvoir démontrer que l'approche ESG est significative
 - Avoir un taux d'analyse, de notation extra-financière ou de couverture de l'indicateur extra-financier supérieur à 90%
 - A date, seuls deux fonds ont obtenu l'agrément pour la communication centrale sur la prise en compte de critères ESG
- Enjeu : obtenir de l'AMF la publication de sa doctrine concernant la communication centrale et les fonds de capital-investissement dans la position 2020-03

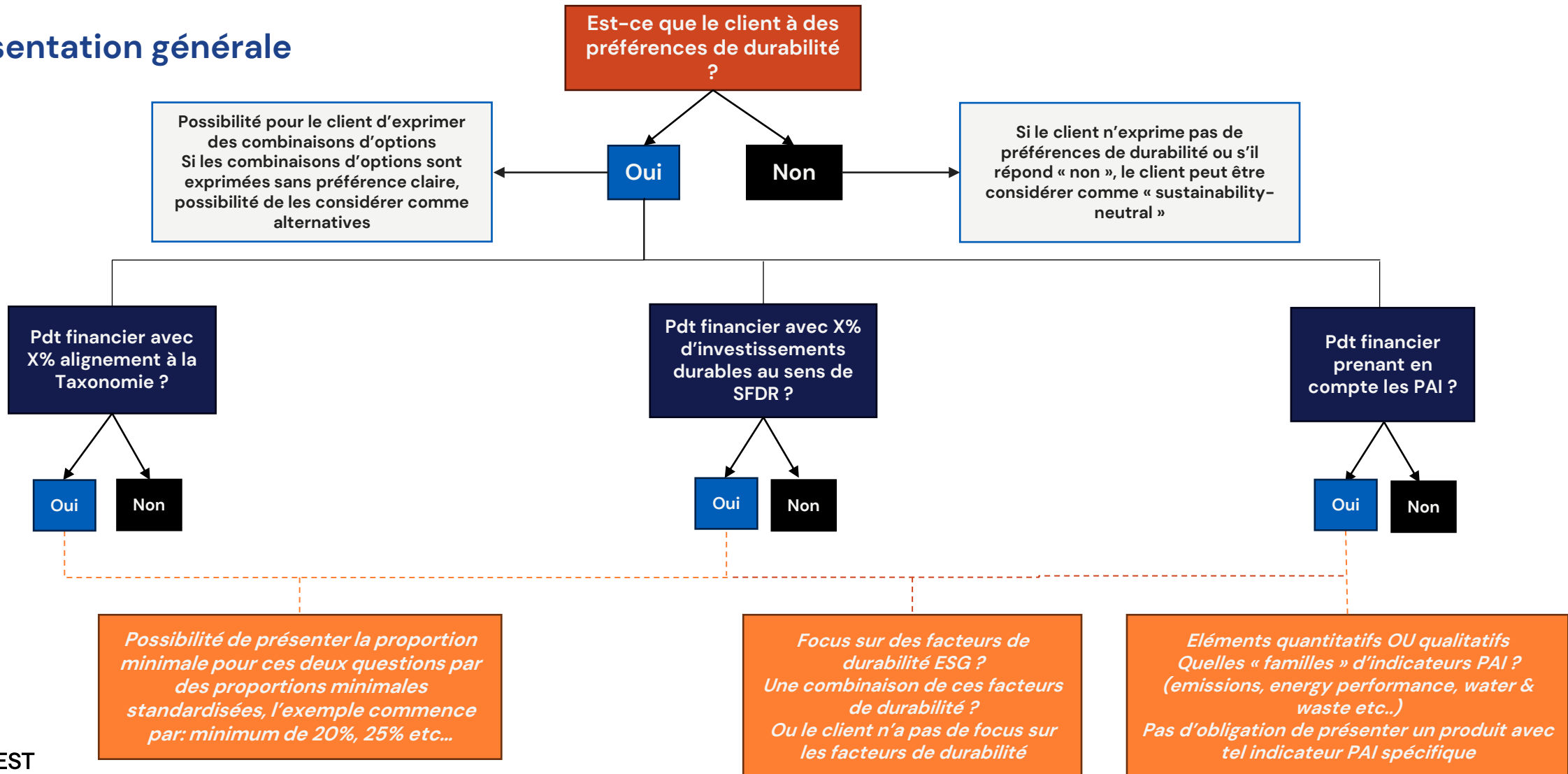


6. MIF2 – préférences de durabilité des clients



MIF2 – Préférences de durabilité

Présentation générale



MIF2 – Préférences de durabilité

Présentation générale

- Le règlement délégué MIF2 concerne l'intégration des facteurs de durabilité et des risques et préférences en matière de durabilité dans certaines exigences organisationnelles et conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement.
- Ce texte intègre les préférences du client en matière de durabilité dans le cadre de :
 - l'identification des types de conflits d'intérêts susceptibles de se produire en cas notamment de fourniture de services d'investissement et
 - dans les exigences d'adéquation de l'instrument financier ou du service lors de la fourniture d'un service de conseil en investissement ou de gestion de portefeuille pour le compte de tiers

A compter du 02/08/2022, ce règlement délégué s'appliquera de façon directe aux PSI, notamment aux SGP, dans le cadre de la fourniture de services d'investissement

A compter du 22/11/2022, la directive déléguée qui intègre les facteurs de durabilité et les objectifs en matière de durabilité dans les éléments à prendre en considération dans le cadre des exigences relatives à la gouvernance des produits s'applique aux PSI

A compter du 01/01/2023, prise en compte des préférences de durabilité par les CIF

Conséquences
sur la
commercialisa-
-tion des
produits

MIF2 – Préférences de durabilité

Lien entre les préférences de durabilité des clients et le fichier EET ESG

- La prise en compte des p préférences de durabilité des clients est également imposée aux entreprises d'assurance et aux distributeurs de produits d'assurance par la réglementation IDD
- Conséquence : les distributeurs de produits demandent aux producteurs (notamment les SGP) de remplir un fichier de reporting « EET ESG » développé par FinDatEx
- L'objectif de ce fichier de reporting est de permettre aux entreprises d'assurance et distributeurs de fonds de récupérer les données auprès des sociétés de gestion (les producteurs) sur leurs produits (données liées aux réglementations SFDR, Taxonomie etc.) afin de pouvoir répondre aux préférences de durabilité exprimées par leurs clients finaux



- Le fichier EET ESG est lié à une pratique de marché. Sa complétude n'est pas requise par la réglementation
- Toutefois, dans le cas où un producteur ne remplirait pas les fichiers EET ESG pour ses différents produits, celui-ci risquerait de ne plus voir ses produits distribués
- A noter qu'en dehors du cadre de la prise en compte des préférences de durabilité des clients, les investisseurs institutionnels peuvent demander aux GPs de fournir les fichiers EET des fonds



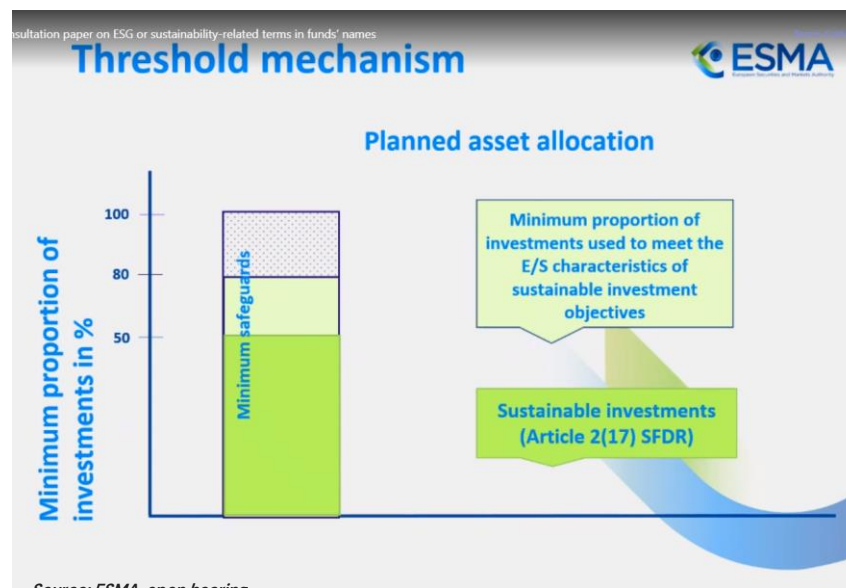
7. ESMA – Fund names



Fund names

ESMA – Projet de guidelines relatives à la dénomination des fonds

- Proposition d'ESMA d'encadrement de la dénomination des fonds contenant des mots liés à l'ESG et à la durabilité via l'introduction de seuils quantitatifs (p9 [ici](#)) :
 - Pour un fonds ayant dans son nom des mots liés à l'ESG ou impact, une proportion minimale de 80% de ses investissements devrait être utilisée pour répondre aux caractéristiques E/S ou aux objectifs d'investissement durables
 - Pour un fonds avec la mention « durable » ou tout autre terme similaire dans son nom, celui-ci devrait s'engager en plus, au sein de ces 80%, à être composé d'au moins 50% d'investissements durables au sens de SFDR
 - A cela s'ajouterait l'application de garanties minimales supplémentaires se basant sur les critères d'exclusion listés à l'article 12 (1)(2) du Règlement Délégué EU Paris-aligned Benchmarks



- Sont principalement visés par ce projet de guidelines d'ESMA les fonds art. 8 SFDR (ie: les fonds art. 9 SFDR ne devant réaliser par principe que des investissements durables...)
- Fin de la consultation février 2023 – France Invest y a répondu
- ESMA en cours d'évaluation et analyse des réponses (cf discours 05/05 Cazenave)
- En attente de la prochaine étape...



8. Greenwashing



Greenwashing

Présentation générale

- **Proposition de définition du GW :**
 - *Le greenwashing est une pratique dans laquelle les déclarations, actions, communications liées à la durabilité ne reflètent pas correctement et fidèlement le profil de durabilité sous-jacent d'une entité, d'un produit financier ou service financier. Cette pratique peut induire en erreur les consommateurs, investisseurs ou les autres participants du marché.*
- **Caractéristiques du GW :**
 - GW peut être intentionnel ou non intentionnel
 - GW ne requiert pas que l'investisseur subisse un préjudice
 - GW au niveau entité/produit
 - 3 rôles que les acteurs financiers peuvent jouer en matière de GW : trigger, spreader, receiver
- **Les pratiques de GW les plus répandues sont :**
 - le cherry-picking,
 - l'omission,
 - l'ambiguïté,
 - les affirmations vides/exagérations,
 - l'utilisation trompeuse de la terminologie (dénomination...)



31 May 2023
ESMA/30-166841627-2488

Progress Report on Greenwashing

Response to the European Commission's request for input on "greenwashing risks and the supervision of sustainable finance policies"



Présentation points clés du rapport *ici*



9. CS3D



Présentation générale

Qui ?

- Entreprises de l'UE (et les gestionnaires de FIA et FIA) qui remplissent l'une des conditions ci-dessous :
 - Nombre d'employés > 500 + CA mondial > 150 M€
 - Nombre d'employés > 250 + CA mondial > 40 M€ + 50% du CA sont générés dans les secteurs à forts impacts listés (agriculture, produits alimentaires, textile, cuir etc...)
- Entreprises de pays tiers (CA dans l'UE > 150 M€ OU CA dans l'UE entre 40 et 150 M€ + 50% du CA sont générés dans les secteurs à forts impacts listés)
- *PME ne sont pas dans le champ de la proposition de directive MAIS elles sont susceptibles d'être indirectement touchées (effet de « ruissèlement »)*

Quoi ? (1)

Les entreprises seront tenues d'éviter les incidences négatives de leurs activités + des activités de leurs filiales et des opérations dans leur chaîne de valeur :

- **sur les droits humains**, tels que le travail des enfants et l'exploitation des travailleurs, et
- **sur l'environnement**, par exemple la pollution et la perte de biodiversité
- Les entreprises devront :
 - Identifier les impacts négatifs réels ou potentiels sur les droits de l'Homme et sur l'environnement (*recenser*)
 - Prévenir ou atténuer les incidences négatives potentielles (*prévenir*)
 - Prendre des mesures pour supprimer ou, le cas échéant, limiter les impacts négatifs réels (*supprimer*)
 - Mettre en place des procédures de réclamations à l'entreprise
 - Communiquer publiquement et assurer un suivi périodique de ces mesures de due diligence

Quoi ? (2)

- **Responsabilité civile de l'entreprise** pour les dommages occasionnés si elle n'a pas respecté les obligations de prévention des incidences négatives potentielles ou de suppression des incidences
- **Sanctions possibles** (si sanctions pécuniaires, celles-ci fondées sur le CA)
- Mise en place par l'entreprise d'une procédure pour réceptionner les plaintes reçues
- **Devoir de sollicitude des administrateurs**

Où ?

- Les entreprises dans le champ devront mettre en place une politique en matière de devoir de vigilance (description de l'approche de l'entreprise, code de conduite pour les salariés et les filiales de l'entreprise) actualisée chaque année
- Pour les entreprises non soumises à la directive comptable, publication d'une déclaration annuelle sur leur site internet

Quand ?

- Application aux grandes entreprises + 2 ans après entrée en vigueur de la directive
- Application aux autres entreprises listées et réalisant au moins 50% de leur CA dans un des secteurs listés + 4 ans après entrée en vigueur de la directive